

# LE BULLETIN

32 av. de l'Europe  
38030 GRENOBLE CEDEX 2

04 76 09 65 54

accueil@cgt-isere.fr

ud38.reference-syndicale.fr

AVRIL 2025

N° 807



**DOSSIER:**

**RETRAITE :**

**UN CONCLAVE POUR RIEN !**



**SOCIÉTÉ**

**ET LE COMBAT  
CONTINUE !!!**

**p. 6**

**VIE SYNDICALE**

**INDECOSA CGT  
38**

**p. 9**

**INTERNATIONAL**

**L'ÉDUCATION  
EN PALESTINE :  
UN COMBAT  
POUR L'AVENIR**

**p. 11**

# SOMMAIRE

## 2 ÉDITO

## 4 DOSSIER

### « RETRAITE »

4 Un conclave pour rien !

## 5 LUTTES

5 Action des retraité.es  
du 20 mars

5 On ne compte pas se laisser  
tondre la laine sur le dos !

## 6 SOCIÉTÉ

6 Et le combat continue !!!

## 7-10 VIE SYNDICALE

7 130 ans de la CGT

8 Relance du syndicat CGT  
au sein de MTAG :  
un nouveau départ !

Eustache et Oslaid

9 INDECOSA CGT 38

10 Hommage à  
Clémentine Fillon

Albert fête ses 70 ans de  
syndicalisation à la CGT

## 11 INTERNATIONAL

11 L'éducation en Palestine :  
un combat pour l'avenir



# édito

**Betty Demange**

Secrétaire UD CGT 38

## NON À LA RETRAITE À 64 ANS !

La mobilisation massive de 2023 a mis les retraites au cœur des débats. Cette réforme est toujours contestée aujourd'hui. **L'abrogation des 64 ans pour le retour à la retraite à 62 est une voie vers le retour à la retraite à 60 ans.**

La concertation sur les retraites ne doit **pas servir à légitimer la loi jamais votée, et imposée par 49.3** en 2023, contre la volonté de la population.

**Aujourd'hui, plus de 70% de la population est pour l'abrogation de la réforme des retraites.**

La Cour des comptes a confirmé qu'il n'y avait pas de déficit caché. Nos revendications restent réalistes, à condition de dégager de nouvelles recettes.

Répartissons les richesses dans le bon sens. Vers ceux qui produisent c'est à dire les travailleurs-ses, afin de pouvoir vivre de son travail, pour des services publics de qualité et pour notre protection sociale qui répond aux besoins de la population, à

*commencer par le droit à retraite en bonne santé !*

**«AUJOURD'HUI, PLUS DE 70% DE LA POPULATION EST POUR L'ABROGATION DE LA RÉFORME DES RETRAITES»**

Les retraité-es sont désigné-es comme responsables de tous les maux de la société, des déficits de

la Sécurité sociale, des consommateurs de médicaments, de vivre mieux que les actifs-ves.....

Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT

Imprimé par nos soins

N° CPPAP

0226 S 05444

I.S.S.N. 1154-6670



Je rejoins la cgt !



La réalité n'est pas celle qu'on veut bien nous montrer. Deux millions de retraité.es vivent en dessous du seuil de pauvreté et 60 % touchent une pension inférieure au SMIC. **Les retraité.es ne sont pas des privilégié.es. !!**

Le patronat, avec le soutien des pouvoirs successifs s'obstine à se désengager du financement collectif par l'exonération des cotisations sociales : 656 milliards cumulés depuis 1992. Depuis les lois de financement de 1996, la Sécu n'est plus gérée en fonction des besoins des gens mais en fonction de recettes prévisionnelles votées par l'assemblée ou imposées par 49-3.



**«... l'exonération des cotisations sociales : 656 milliards cumulés depuis 1992»**

Conséquences : hausse du reste à charge, déremboursement, manque de médecins et de moyens pour l'hôpital public, le tarif des complémentaires augmente. La population est incitée à se tourner vers le secteur des assurances privées pour se soigner ou assurer sa retraite et beaucoup renoncent aux soins. Et pourtant les moyens existent pour financer la Sécu : **170 milliards d'aide aux entreprises, 80 milliards d'exonérations sociales !**

Le 20 mars la CGT avec les retraité.es se sont mobilisé.es, pour la défense de leur droit à la santé, la reconquête de la Sécurité sociale, l'augmentation de 10 % des pensions et 300 euros de rattrapage pour tous pour une qualité de vie décente.

**LA REFORME DES RETRAITES : C'EST TOUJOURS NON !**



**3 AVRIL :**

Journée d'action de la Fonction publique

**3-4 AVRIL :**

13<sup>e</sup> Congrès des syndicats de l'USD Santé Action Sociale de l'Isère

**8 AVRIL :**

AG des syndicats CGT de l'Isère à la Bourse du travail (Forum)

**10 AVRIL :**

Journée d'étude ICTAM au centre de vacances Marcel Paul au Pont de Claix

**28 AVRIL :**

conférence de presse à l'occasion de la journée mondiale de la Santé et de la Sécurité au travail à la Bourse du travail

**1<sup>ER</sup> MAI :**

Manifestation dans le cadre de la journée internationale des travailleurs



**LES DATES**



## RETRAITE : UN CONCLAVE POUR RIEN !

Afin de botter en touche pour éviter de trancher sur l'encombrante réforme des retraites de 2023 laissée en héritage par ses prédécesseurs, François Bayrou, avec son logiciel pro-catholique, a initié le 14 janvier dernier le lancement d'un conclave sur les retraites, devant déboucher sur un débat à l'Assemblée nationale issu des discussions entre les représentants des travailleur·euse·s et le patronat.

La CGT, malgré les difficultés de mise en œuvre du cadre du débat, a accepté de s'engager dans ces discussions pour ne pas jouer le jeu de la chaise vide ; pour permettre de mettre en lumière nos revendications ; d'organiser avec les travailleur·euse·s aux mobilisations nécessaires qui accompagnent toute négociation : l'abrogation de la réforme de 2023 et retour à 60 ans, le financement par l'égalité pro, l'usure et la pénibilité de certains métiers.

Rappelons que si le patronat a accepté la discussion c'est sous la pression du rapport de forces issu des

**«NOS REVENDICATIONS ... L'ABROGATION DE LA RÉFORME DE 2023 ET RETOUR À 60 ANS, LE FINANCEMENT PAR L'ÉGALITÉ PRO, L'USURE ET LA PÉNIBILITÉ DE CERTAINS MÉTIERS»**

mobilisations de 2023 et 2024 et parce que nous avons réussi à maintenir ce sujet dans l'actualité depuis 2 ans.

**Or, désormais, le contexte de milita-**

**risme croissant pousse le patronat à radicaliser ses positions.**

Au vu des déclarations de François Bayrou de ce dimanche 16 mars et de sa réponse au courrier d'interpellation de notre Secrétaire générale Sophie Binet, la CGT, après consultations de ses organisations (UD/FD), considère que la nature des concertations retraites a changé et que dans ces conditions, nous mettons fin à notre participation pour construire de façon offensive, la mobilisation. La Commission exécutive de l'UD de l'Isère s'étant prononcée à 90% en faveur de cette stratégie.

*Le Premier Ministre s'était engagé à ce que ce soit «sans totem ni tabou» donc à ce que tout soit sur la table y compris le retour à 62 ans et il vient officiellement de fermer cette porte. Dans le même temps, il accepte l'exigence portée par le patronat que les concertations portent sur la capitalisation alors que ce n'est pas l'objet.*

*Le Premier Ministre avait demandé que les concertations ne dégradent pas les comptes, l'enjeu était donc de financer l'abrogation, il demande maintenant à ce que les concertations permettent un retour global à l'équilibre.*

*Le Premier Ministre s'était engagé à ce que le parlement ait le dernier mot y compris en cas d'échec de la négociation. Il explique maintenant qu'en l'absence d'accord la réforme de 2023 s'appliquera.*

Ce durcissement des positions, sur injonction du ME-DEF, est inacceptable et verrouille le cadre des concertations. Aussi, dans le prolongement des décisions du CCN de la CGT qui avaient acté la nécessité de construire la mobilisation, la Confédération propose donc :

- d'amplifier la campagne d'information en utilisant le matériel de masse mis à disposition et en orga-



nisant 15 jours de déploiement du 20 mars au 3 avril ;

- après le succès du 8 mars et du 20 mars, avec les retraité·e·s, de massifier la journée de mobilisation du 3 avril initiée par l'intersyndicale fonction publique, en liant les luttes notamment pour les salaires et l'emploi, puis des journées d'actions les premiers jeudis de chaque mois (1<sup>er</sup> mai et 5 juin), avec le périmètre unitaire le plus large possible.

**Afin de gagner la grève et la mobilisation des travailleur·euse·s, des retraité·es et de la jeunesse, travaillons dès aujourd'hui au déploiement de toute notre organisation en direction des travailleur·euse·s pour discuter des modalités d'action et de grève !**

Les Unions locales et Unions professionnelles sont invitées à appuyer les syndicats en organisant des formations sur les retraites et à organiser là où c'est possible des réunions publiques ; des réunions régulières sont organisées par l'UD pour suivre et coordonner l'activité des organisations de la CGT dans les territoires et les champs professionnels.

L'intersyndicale Isère composée à cette heure de la CGT, CFE-CGC, FSU, SOLIDAIRES, CNT, organisera une conférence «Retraite» le 13 mai pour approfondir les questions autour des enjeux de retraites (financement, pénibilité, comparatifs).

L'Union départementale organise une assemblée générale des syndicats de l'Isère le 8 avril pour organiser ensemble un plan de bataille.

**En cette année de commémoration des 80 ans d'existence de la Sécurité sociale, ne laissons pas le patronat démanteler notre protection sociale et attaquer les droits et libertés des travailleur·euse·s au seul prétexte d'économie de guerre !**

Faisons ensemble un barrage frontal à un patronat revanchard pour gagner l'abrogation des contre-réformes Macron-Borne-Touraine et la retraite à 60 ans.

Nicolas Benoit  
Secrétaire général UD CGT 38



## 20 MARS : LES RETRAITÉ·ES EN LUTTE ... ENCORE

Ce 20 mars dernier les retraité·es ont répondu à l'appel de l'UCR, de l'intersyndicale et d'associations comme LSR, pour la retraite, la santé et la reconquête de la Sécurité Sociale, dans le cadre de manifestations régionales. En Rhône-Alpes la manifestation prévue à Lyon de la Place Jean Macé à l'ARS a rassemblé 3000 personnes dont 150 camarades de l'Isère. Les drapeaux de la CGT ont coloré de rouge le cortège. Dans la suite du 1 octobre et du 3 décembre, la lutte est plus que jamais nécessaire, surtout au moment où le pouvoir, après avoir imposé un budget contraire aux besoins de la population

en termes de santé et de retraite, en utilisant-encore- le 49-3, justifie ses choix en agitant le danger de la guerre et la nécessité de consacrer de l'argent à l'armement plutôt qu'à la santé et aux retraites. A Grenoble avant le départ du car, les manifestant·es ont distribué des tracts rappelant l'histoire de la création de la Sécurité Sociale, ses principes solidaires et progressistes, les menaces qui pèsent sur elle, les appétits du patronat et des pouvoirs ultra-libéraux qui rêvent de s'accaparer les mannes que représentent les cotisations pour les offrir au privé. Bon accueil général qui montre bien la nécessité d'informer et de s'adresser régulièrement à nos concitoyen·nes. Notre système de santé est mis à mal par les choix politiques et la manipulation des informations qui veulent faire croire que la population et surtout les retraité·es sont responsable du « déficit » de la Sécurité Sociale. Et les conséquences sont graves : hausse du reste à charge, manque des médecins et de moyens pour l'hôpital public et les EHPAD, incitation à se tourner vers les assurances privées.

Tout au long du parcours les revendications ont été réaffirmées pour une sécurité sociale intégrale, un financement par la cotisation sociale sur l'ensemble des revenus dont les dividendes, l'arrêt des exonérations- 80 mil-



liards- le développement de l'emploi, la hausse de salaires et l'égalité salariale.

Oui il est possible de faire autrement pour développer la sécu, augmenter le pouvoir d'achat des retraité·es, abroger la réforme. Les retraité·es seront toujours en activité et dans l'action pour le bien-être de tous et toutes dans un monde de paix, de justice et de solidarité.

USRI



au départ de Grenoble



et de la Tour du Pin

## ON NE COMPTE PAS SE LAISSER TONDRE LA LAINE SUR LE DOS !

Plus que jamais, les gardiens de troupeaux se mobilisent pour leur dignité. heures non payées, journées de 16h, travail 7j/7, logements insalubres, manque d'eau potable, accidents, patrons violents... Ces conditions de travail sont banales dans notre métier.

Sans surprise, les négociations obtenues en forçant le bras à la FNSEA pataugent, mais cela n'entame en rien notre détermination.

En cette seule année 2025, l'activité des syndicats CGT des Gardiens de Troupeaux est dense :

Un nouveau SGT-CGT s'est créé dans les Cévennes.

Nous avons organisé deux rassemblements devant les chambres d'agriculture de l'Isère et de la Savoie. Mardi, nous prenions la parole au siège de la CGT à Montreuil, pour témoigner des violences sexistes et sexuelles que nous subissons au travail.

Mercredi, nous étions dans la Crau pour saboter la remise des prix des plus gros exploitants de bergers.

Jeudi, nous suivions une formation afin d'utiliser l'outil juridique dans

notre lutte, de faire respecter nos droits et de multiplier les recours aux prudhommes contre nos patrons.

Six gardiens de troupeaux CGT ont été élus pour siéger dans les chambres d'agriculture, notamment celle de l'Isère, afin de montrer aux patrons que nous sommes partout, y compris là où ils se croient chez eux.

De nombreuses initiatives sont encore à prévoir. Pour suivre la lutte des Syndicats de Gardiens de Troupeaux CGT : [www.sgtcgt.noblogs.org](http://www.sgtcgt.noblogs.org)

CGT des gardiens de troupeaux



## ET LE COMBAT CONTINUE !!!



Ce 8 mars dernier, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous étions 5000 dans les rues de Grenoble, et 300 000 à battre le pavé en France, à l'appel des associations féministes, organisations politiques et syndicats.

En présence de nos syndicats CGT nous avons porté, face à la Préfecture, notre colère concernant la volonté préfectorale de supprimer les congés menstruels, et concernant la décision du Tribunal Administratif.

A l'aide de guirlandes de tampons et serviettes hygiéniques savamment peints, nous avons voulu rendre compte à la Préfecture de l'Isère de ce que les dysménor-

rhées et l'endométriose, entre autre, traduisent au quotidien pour les travailleuses.

Nous avons voulu montrer ce que les pouvoirs publics tentent de nier, c'est à dire les conséquences des menstruations sur la santé au travail des femmes ce que les syndicats CGT de la Fonction publique territoriale revendiquent, un congé menstruel pour tous.tes.

La CGT ne compte pas s'arrêter là. Le combat pour le congé menstruel continue. La CGT porte la revendication, à terme, de la suppression des jours de carence pour les agent.e.s de la fonction publique, et pour toutes et tous les salarié.es du privé, comme du public, véritable mesure d'égalité entre les femmes et les hommes.



Léa Martinez Comelli  
Animatrice du collectif droits des femmes  
Secrétariat de l'UD38





## 130 ANS DE LA CGT

En septembre 1895 de nombreux syndicats se réunissent à Limoges pour fonder la CGT. Les congressistes décident à cette occasion de dépasser la structure précédente, la fédération nationale des syndicats (FNS) pour créer une grande confédération.

Depuis la légalisation des syndicats en 1884 deux types de structuration ont émergé, la FNS qui regroupe les syndicats par métiers et la fédération des bourses du travail. Les bourses du travail regroupent les différents syndicats dans les villes où elles existent. Ces organisations parallèles ne parviennent pas à rassembler l'ensemble des syndicats, la FNS par exemple ne rassemble qu'un tiers des syndiqués du pays.

Les débats portèrent principalement sur le principe de la grève générale comme moyen révolutionnaire, ce concept de grève universelle est alors vu par une grande partie des syndicalistes comme le déclencheur de l'affrontement final entre la classe ouvrière et les capitalistes. Cette stratégie est plébiscitée par les syndicalistes révolutionnaires, les anarchistes et les socialistes "allémanistes" alors que les "guedistes" qui contrôlaient auparavant la

FNS préconisent la prise de contrôle du gouvernement et que les "blanquistes" prônent l'insurrection révolutionnaire. Le principe de grève générale est finalement adopté par le congrès de 1895 avant d'être précisé par celui d'Amiens en 1906.

Au-delà des débats stratégiques, le congrès de Limoges marque surtout une volonté d'unification du syndicalisme français

afin d'organiser plus efficacement et plus largement la classe ouvrière. Cette unification sera réellement achevée en 1902 avec l'intégration dans la CGT de la fédération des bourses du travail donnant naissance à la double dimension de notre structuration, professionnelle et territoriale. A partir de 1902 chaque syndicat est donc adhérent à la fois d'une fédération et d'une bourse du travail locale, les créations de bourses du travail dans les petites villes se multiplient sous l'impulsion de la CGT et le nombre de syndiqués augmente rapidement passant de 100 000 syndiqués à la FNS à plus de 200 000 syndiqués au sein de la CGT en 1906.

**«LE PRINCIPE DE GRÈVE GÉNÉRALE EST FINALEMENT ADOPTÉ PAR LE CONGRÈS DE 1895»**

**«LES CAMARADES DE L'ÉPOQUE N'HÉSITANT PAS À DÉPASSER LEURS ANTAGONISMES ET LEURS HABITUDES D'ORGANISATIONS POUR SE RASSEMBLER»**

1895 | 2025  
**130 ans**  
 d'Histoire, de Victoires!

La construction de notre organisation fut donc un bouleversement important des structures préexistantes afin d'unifier le syndicalisme et notre classe, les camarades de l'époque n'hésitant pas à dépasser leurs antagonismes et leurs habitudes d'organisations pour se rassembler. Face à eux, l'état et le patronat s'inquiètent de la montée en puissance de la CGT et les gouvernements successifs vont la combattre avec acharnement multipliant les arrestations

des dirigeants confédéraux.

Cette répression n'empêchera pas la CGT d'approcher le million

d'adhérents à la veille de la première guerre mondiale et de continuer sa croissance, s'affirmant comme l'organisation centrale du mouvement ouvrier en France. Seule la division syndicale parviendra à l'affaiblir dans les années 1920.

Aimeric Mougeot  
 CE UD



1<sup>er</sup> Mai 1904





## RELANCE DU SYNDICAT CGT AU SEIN DE MTAG : UN NOUVEAU DÉPART !

À la suite de l'Assemblée Générale du 17 décembre, nous avons décidé de relancer avec force le syndicat CGT au sein de MTAG. Cette démarche, portée par les (ex) membres du bureau de la section syndicale du Syndicat du Transport, est guidée par une ambition claire :

**«NOUS VOULONS  
CONSTRUIRE UN  
COLLECTIF FORT»**

**défendre nos droits, améliorer nos conditions de travail, lutter contre les discriminations et faire entendre notre voix.**

Le contexte est difficile : **dégradation des conditions de travail, manque de reconnaissance, nouveau contrat OSP, pressions accrues...** Il est donc **essentiel de se mobiliser** pour faire respecter nos droits et obtenir de réelles avancées sociales.

Notre objectif est simple : **redonner aux salarié.e.s un syndicat combatif, à l'écoute et proche du terrain.** Nous voulons **construire un collectif fort**, capable de porter des revendications concrètes et d'agir efficacement.

Nous ne nous contenterons pas de promesses. Nous exigerons **des engagements fermes** sur l'amélioration des conditions de travail et la reconnaissance de nos efforts.



Ensemble, nous serons plus forts pour négocier et obtenir des avancées tangibles.

Nous invitons toutes celles et ceux qui partagent nos valeurs à **nous rejoindre et s'impliquer.** Seul.e.s, nous subissons. **Ensemble, nous agissons !**

**Restons uni.e.s, restons mobilisé.e.s !**

Le bureau du syndicat CGT M'Tag.

## EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE



ED  
16A

Lanage 25



## INDECOSA CGT 38

L'INDECOSA CGT (Information de Défense des consommateurs Salariés) est une association Loi 1901 créée par la CGT en 1979. Pour notre département, c'est en 1982.

Elle est issue du mouvement historique consumériste. C'est dans la décennie 1974-1984 que les syndicats ajoutent la consommation à leur activité.

La consommation, c'est ce que l'on utilise pour satisfaire nos besoins.

Les revenus dont nous disposons pour consommer constituent le pouvoir d'achat : notion centrale dans le débat politique et revendicatif dans notre organisation syndicale.

Comme nous le déplorons toutes et tous, dans un système capitalisme où **la domination des forces du capital sur les forces du travail est constante**, notre capacité d'achat de biens et services associé à notre revenu, tiré de notre travail est limité bien qu'ils occupent une place centrale dans la vie des travailleuses et des travailleurs et des consommatrices et consommateurs que nous sommes.

Il était donc naturel que notre CGT s'y intéresse.

Selon nos statuts, tous les camarades syndiqués CGT sont adhérents de l'association.

L'INDECOSA CGT a pour but d'intervenir dans les litiges liés à la consommation.

C'est ainsi que nous intervenons dans les domaines tels : crédit, transport, logement, copropriété, troubles de voisinage, vente à distance, immobilier, impôts, communication, surendettement, hôtellerie, automobile, banque.

Nous n'intervenons pas dans les litiges entre particuliers qui ne sont pas liés à un litige de consommation.

À ce titre l'association siège dans plusieurs commissions, surendettement, logement, DGCCRF et différents services de la METRO.

Nous sommes également présents chez tous les bailleurs sociaux du département où nous sommes arrivés aux dernières élections 2<sup>e</sup> organisation représentative des locataires.

Nous tenons des permanences dans des points d'accueil, non seulement à Grenoble mais aussi à Vienne, Vizille et Echirolles, nous animons également plus de 80 collectifs d'habitants représentant plus de 10 000 locataires.

Nous tenons également des permanences spécifiques logement dans les quartiers ABBAYE, CHATELLET, VILLAGE 2, Le Verdon à Renage, Grand Estressein à Vienne.

Concernant notre activité en 2023 nous avons ouvert 1184 dossiers de litiges dont plus de 800 sur le logement, procédé à 34 contrôles de charges chez les bailleurs et, obtenu plus de 100 000€ de régularisation de charges.

Pour la première fois en 2023 les adhérents sont venus nous voir pour les aider à monter des dossiers de surendettement qui étaient liés au coût exorbitant du chauffage en 2022.

C'est la première fois depuis sa création en 1982 que la cause de surendettement est dû au chauffage et à la production d'eau chaude.

La Banque de France nous a suivi sur ce chemin en effaçant toutes les dettes afférentes.

Enfin de nouvelles élections auront lieu chez les bailleurs sociaux en 2026, c'est pourquoi nous profitons de ce congrès pour lancer un appel à candidature. Attention seuls les locataires du logement social peuvent y participer, vous pouvez laisser vos coordonnées au stand INDECOSA.

Enfin je conclurai mon intervention sur l'utilité de notre association dans notre CGT ; le sens de notre engagement ne consiste pas seulement à défendre les intérêts individuels des travailleurs, mais plus largement à rechercher une articulation plus juste entre la sphère économique et la sphère sociale.



Notre mission est de contribuer davantage à l'organisation de la consommation ou en tout cas de nous efforcer d'y voir un levier d'action puissant et complémentaire à l'action syndicale CGT pour faire pression sur les possédants : institutionnels ou privés.

**Là encore, le lien entre les travailleurs et les consommateurs qui sont fondamentalement les mêmes, est décisif.**

Enfin, porteurs de diversité des demandes, notre spécificité est de les intégrer dans un projet collectif pour faire en sorte qu'elles puissent entraîner une véritable prise en compte des intérêts de classe de celles et de ceux qui nous font confiance.

Vive l'INDECOSA CGT ! Vive l'UD !  
Vive la CGT !

Franck Clet  
membre du CA de l'INDECOSA CGT 38,  
membre de la CE de l'UD



**INDECOSA CGT 38**  
L'association de défense  
des consommateurs  
de la CGT





## HOMMAGE À CLÉMENTINE

Clémentine tu étais de toutes les manifs, de 1936 sur les épaules de ton père, à nos jours. Tu as eu une vie de militante passionnante. Ton papa fonctionnaire à la mairie de Grenoble est rentré à la CGT d'Es son embauche, ta maman était coiffeuse à la maison.

Tu as connu le temps d'avant Ambroise Croizat, tu as connu le temps où l'on mourrait à la tâche. Alors quand les gouvernements libéraux successifs mettent tout en œuvre pour détruire notre Sécurité Sociale, toi, tu as battu le pavé en sachant au plus profond de toi, l'importance de ce conquies.

La CGT a eu la chance d'avoir un entretien avec toi où tu nous racontes 36 avec le Front populaire et les premiers congés payés, puis la guerre et ses atrocités en n'oubliant jamais de mettre en avant les camarades résistantes et résistants, le CNR, et toutes les luttes qui ont pu faire avancer le progrès social pour les ouvriers et les femmes.

Tu as aussi vu la grande violence des différentes périodes de l'histoire. Il en fallait du courage pour lutter. Ta militance n'a jamais failli.

Ton métier d'Assistante sociale, ton engagement à la CGT et ton engagement féministe t'as permis de lutter contre l'injustice, et tu as fait des choses extraordinaires dans les luttes en général et pour les femmes

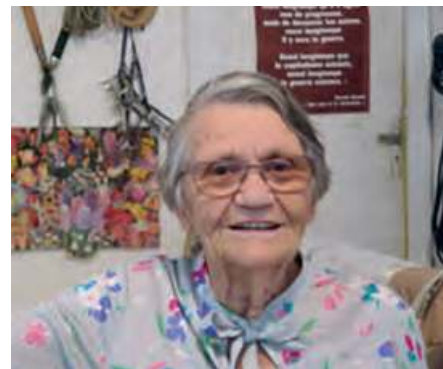
en particulier, par exemple à l'alliance textile à vizille au début des années 50 où des femmes mineures étaient en internat avec des conditions de vie d'un autre temps, tu es arrivée comme infirmière assistante sociale, et tu as réussi à leur donner un peu de répit en imposant au directeur une sortie les mercredis soirs, le prétexte était la gym en hiver et la piscine en été. Le patron voulait un chaperon pour les surveiller, qu'à cela ne tienne c'était toi le chaperon...

Tu as été auprès des femmes avant même que la contraception soit légale pour les aider, avec le planning familial, à pouvoir avorter dans de meilleures conditions. Elles qui risquaient la mort.

Tu as toujours été aux côtés des opprimés, tu as toujours été présente pour faire que la vie soit plus belle.

Tu étais une grande dame, tu mériterais de rentrer dans l'histoire malgré ton humilité. Ton amour pour les militantes et militants nous a donné la force de continuer le combat et nous le continuerons.

Marie-Laure Cordini



Clémentine Fillon

## ALBERT FÊTE SES 70 ANS DE SYNDICALISATION À LA CGT

Le 15 Novembre dernier Albert BAROU fête ses 70 ans d'adhésion à la CGT, accompagnés des camarades de la section CGT de Roussillon/Beaurepaire, du secrétaire Général de l'UL, de Bruno BOUVIER ex secrétaire Régional et de Bernard GUILLOT Secrétaire CGT BOXAL et président du Conseil des prud'hommes de Vienne.

En 1954 Albert entre par concours à la poste, aux chèques postaux de Lyon, très rapidement sous l'impulsion de Louis VIANNET, il se syndique à la CGT.

En 1959 au retour de la guerre d'Algérie où il était sous-lieutenant, Albert est muté dans les bureaux de poste à Lyon, avec d'autres camarades ils sentent très vite la nécessité de s'organiser et créent une structure syndicale « la commission des bureaux mixte des PTT du Rhône ». En 1962 ils lancent la première grande grève contre l'ouverture des samedis en journée complète et contre les 45 heures hebdomadaire, ils obtiendront gain de cause en 68 avec la fermeture des bureaux de poste à 13h puis 12h les samedis !

En 1970 Albert devient le secrétaire adjoint du syndicat des services Postaux du Rhône ; en 1974 pendant les grandes grèves (35 jours de grève avec son épouse également postière), il crée la 1ère section syndicale des cadres CGT à la Poste, qui rassemble près d'une centaine de syndiqués dans le Rhône.

Il devient membre de la commission Nationale des Inspecteurs des PTT, puis en 1988 il opte pour la carrière de Receveur, et devient chef d'établissement à la poste de Lyon Part Dieu et membre de la commission Nationale des receveurs CGT.



Il prend sa retraite en 1995 et décide de militer un peu moins pour la CGT afin de se consacrer à la politique, il prend très rapidement des responsabilités au sein du PCF sur le canton de Beaurepaire dont il est encore un des responsables. De 1995 à 2008 il est Conseiller Municipal, et candidat au cantonale de 2001.

Il consacre quelques années de militantisme en tant que secrétaire de la section des Boules de Beaurepaire, dont il est Président pendant 4 ans.

En 2012 il reçoit la légion d'honneur, aujourd'hui à 88ans, après toutes ces années de militantisme, Albert consacre du temps à son épouse, ses enfants et arrières petits-enfants, tout en conservant quelques loisirs comme les thés dansant et la coïnche. Sa jamais rater une manifestation de la CGT tout en mettant un point d'honneur à s'acquitter de ses cotisations CGT !!!

Longues vies Albert, en espérant te croiser encore longtemps dans les cortèges de nos manifestations !



## L'ÉDUCATION EN PALESTINE : UN COMBAT POUR L'AVENIR



Le peuple Palestinien doit faire face, en plus des milliers de morts et des tragédies humaines quotidiennes, à une crise silencieuse : celle de son éducation.

Les universités et les établissements de l'enseignement supérieur, symbole d'espoir pour des milliers de jeunes, subissent des dommages importants ainsi que de nombreuses destructions en raison de la politique dévastatrice de l'État Israélien depuis 1948. Dans un article du Monde publié le 26 mai 2024, Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences Po, affirme que : *“ Les établissements d'enseignement supérieur de Gaza, qui accueillent quelque 90 000 étudiants avant le 7 octobre 2023, ont tous été détruits ou endommagés. ”* Comment maintenir une éducation dans un contexte où la nourriture manque, où le sommeil se fait sous le bruit des bombes et où les lieux d'éducation se transforment en camps de survie de fortune.

De plus, dans un article publié par Oxfam le 1<sup>er</sup> octobre 2024, il fut établi que 11 000 enfants ont été tués par l'armée israélienne à Gaza au cours des douze derniers mois. Il est également précisé dans ce même article que les chiffres précédents n'incluent pas *“les quelque 20 000 personnes non identifiées, portées disparues, ou ensevelies sous les décombres”*.



Ces chiffres révèlent, dans les faits, l'ampleur du défi auquel fait face une génération qui aspire à construire un avenir dans un pays rongé par la guerre depuis plus de 75 ans.

Comment ces jeunes peuvent-ils continuer à espérer, à se battre pour un diplôme, pour un avenir, alors que leurs lieux d'études eux-mêmes deviennent les cibles privilégiées d'une politique de destruction ?

De façon plus générale, le savoir subit un acharnement permanent. Le bureau médiatique du gouvernement dans la bande



de Gaza a annoncé en novembre 2024 que 188 journaliste avait été tués et ce, depuis le 7 octobre 2023. Ces 188 journalistes, vecteurs de connaissance et porteurs de la sombre réalité que vivent les gazaouis sont en effet mort en martyr.

Mais alors comment agir ?

- se renseigner, informer son entourage pour ne pas laisser tomber leurs histoires dans l'oubli ;
- comme l'affirmait marthin Luther King en son temps *“sans justice, il ne peut y avoir de paix”* il est temps d'obtenir justice, de se battre pour que les palestiniens et palestiniennes retrouvent le droit de vivre en paix ;
- le boycott ; en effet le site de Boycott Désinvestissements Sanction (BDS) a dressé une liste exhaustive des marques à bannir. Il est de notre devoir à tous et à toutes, de ne pas se rendre complice de politiques meurtrières. C'est en bloquant les financement que nous sauverons des vies.

L'éducation est un vecteur clé de transmission des savoirs, des traditions, ainsi que des identités culturelles. Priver une population de son éducation n'est pas seulement un acte d'oppression immédiat, cela démontre une volonté d'empêcher tout avenir. L'éducation ayant, depuis toujours été un outil de résistance, il est clair que la politique de Netanyahu et de ses prédécesseurs était celle de l'annihilation totale de l'identité palestinienne, symbole international de résilience.

Une étudiante militante de Nice

Sihame

# Des experts auprès des CSE depuis plus de 20 ans

**EC** Expert Consulting  
Cabinet certifié



## EXPERTISES

- Situation économique et financière
- Politique sociale
- Les Orientations stratégiques
- Droit d'Alerte
- PSE
- Risque grave et Projet Important
- Certification des comptes CSE

## FORMATIONS

- Risques Psychosociaux(RPS)
- Économique & juridique
- Analyse du document unique (DUERP et/ou PARIPACT)
- Droit du travail
- Référent harcèlement
- Formations à la demande construites selon vos besoins

## ASSISTANTES JURIDIQUES

- Abonnements sur mesure

**EXPERTISES / FORMATIONS  
ASSISTANCES JURIDIQUES  
+  
REDACTION DE PV**

Contactez nous

☎ 04 76 23 01 51

🌐 [contact@expert-consulting.fr](mailto:contact@expert-consulting.fr)

📍 3 Rue des pins 38 100 GRENOBLE

**JOURNÉE  
D'ÉTUDE**

**POLITIQUE MANAGÉRIALE :  
S'ORGANISER  
COLLECTIVEMENT POUR  
REPRENDRE LA MAIN**

**la  
cgt**

### AU PROGRAMME:

La formation présentera ce qu'est l'UGICT-CGT et pourquoi elle s'intéresse aux cadres et cadres intermédiaires et les pratiques de management. Elle analysera, à travers un partage d'expériences, les principaux facteurs de situation difficiles des « encadrant.e.s et encadré.e.s ». Une approche préventive sur les violences sexistes et sexuelles sera faite.

Dans une seconde partie, un focus sera fait sur ce qu'est le Wall Street management et quelles sont les alternatives et les moyens d'action proposés par l'UGICT afin de le combattre.

*Animée par Agathe Le Berder, Joëlle Richol et Philippe Godineau de l'UGICT*

### INSCRIPTION



<https://framaforms.org/inscription-journee-detude-pont-de-claix-10-avril-2025-1738329913>

Scanne-moi ou suis le lien ci-dessus

Pour les syndiqué.e.s  
Ingénieur.e.s, cadres,  
Technicien.nes et Agents de  
Maîtrise (ICTAM) ou ayant  
une responsabilité syndicale

**10  
AVR  
2025**

**9H-17H30**

**CENTRE DE VACANCES  
MARCEL PAUL  
Rue de la Digue,  
38800 Pont-de-Claix**

### RENSEIGNEMENTS et demande de syndicalisation:

**Pour les salarié.e.s du Privé:**  
Union Locale CGT de Pont-de-Claix  
Courriel : [ul.cgt38800@gmail.com](mailto:ul.cgt38800@gmail.com)

**Pour les agent.e.s de la Fonction Publique:**  
Coordination Syndicale Départementale CGT  
des Services Publics de l'Isère 38  
Courriel : [accueil-csd@csd-cgtisere.org](mailto:accueil-csd@csd-cgtisere.org)